

Numéro 2 - 20 janvier 2018

**S'amorce la nouvelle année**

## L'importance de la discussion sur les affaires politiques

PDF



**S'amorce la nouvelle année**

- L'importance de la discussion sur les affaires politiques
- Les marxistes-léninistes du Québec inaugurent la Nouvelle Année
- Salutations du Nouvel An du Parti marxiste-léniniste du Québec

**Réunion sur la Corée à Vancouver**

- Considérer la RPDC comme un agresseur n'apportera rien de bon - *Pauline Easton*
- Actions en appui à la demande d'une résolution des tensions par des moyens pacifiques
- Les propositions de paix préconisées par la Chine et la Russie
- Déclaration finale du Forum des femmes de Vancouver sur la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne
- La délégation coréenne participera aux Jeux d'hiver sous le drapeau de l'unification

**Premier anniversaire de l'administration Trump**

- La fermeture du gouvernement illustre le besoin de nouveaux arrangements - *Voice of Revolution*
- Les menaces de Trump d'utiliser les armes nucléaires - *Voice of Revolution*

## La lutte du peuple brésilien contre le coup d'État constitutionnel

- **Lula a le droit d'être candidat à la présidence**
- **À la défense de Lula - Déclaration des députés et sénateurs du Parti des travailleurs du Brésil**
- **Manifeste et pétition: Une élection sans Lula serait frauduleuse - Projecto Brasil Nação**

## Le peuple du Honduras lutte pour le droit de décider

- **Unité et opposition courageuse à l'impunité**

## Supplément

- **Discussion sur les affaires économiques**

---

### S'amorce la nouvelle année

## L'importance de la discussion sur les affaires politiques

La situation nationale et internationale devient plus complexe, dangereuse et hors de contrôle. Cette semaine, du 23 au 28 janvier a lieu la sixième ronde des renégociations de l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord (ALÉNA) à Montréal. Elles ramènent sur le tapis les problèmes créés lorsque les décisions prises par des instances supranationales supplantent les droits des travailleurs. Que doivent faire les travailleurs à ce sujet ?

Des manifestations ont eu lieu à Toronto, Ottawa et Montréal pour exprimer différentes préoccupations concernant l'ALÉNA. Ces actions vont culminer avec un rassemblement à Montréal le samedi 27 janvier à midi, à l'appel du Réseau québécois sur l'intégration continentale, devant l'Hôtel Bonaventure (990, rue de La Gauchetière, près du métro Bonaventure), où se tiennent les négociations.

Le 29 janvier, le Parlement reprend ses travaux. À l'ordre du jour il y a le projet de loi C-59, *Loi concernant des questions de sécurité nationale*, qui illustre comment le gouvernement Trudeau recourt à des pouvoirs de police au nom de la protection de la démocratie et des valeurs canadiennes, lesquelles sont identifiées à la sécurité nationale et à l'intérêt national.

La réforme des lois électorales se poursuivra également dans le contexte d'une hystérie sur la sécurité nationale créée concernant la protection des élections contre « des influences étrangères ». La police secrète du Centre de la sécurité des télécommunications est déjà chargée de surveiller

le discours électoral à cette fin. Ce thème continuera d'être invoqué pour justifier d'autres changements à la loi électorale allant dans le sens de supprimer la liberté de parole. Les informations semblent indiquer jusqu'à présent que la critique de l'OTAN, de la dangereuse stratégie de l'encerclement de la Russie ou de la politique du Canada en Ukraine pourrait être considérée comme un acte de trahison parce que ces opinions seraient l'oeuvre d'agents étrangers.





L'imposition de limites inacceptables à la liberté de parole durant une élection, qui contredit la façon dont le peuple comprend le discours politique dans le corps politique, ne fera qu'approfondir la crise dans laquelle est plongé le système de représentation. Le PCC(M-L) affirmera le principe que le droit de parole est un droit humain qui doit être affirmé pour habiliter le peuple et s'assurer que ses vues et intérêts ne sont pas écartés aux caprices d'un pouvoir arbitraire.

Durant cette session parlementaire, le gouvernement Trudeau poursuivra sûrement sa politique extérieure qui consiste à invoquer des idéaux supérieurs et les droits des femmes pour entraîner toujours plus le Canada dans les préparatifs de guerre impérialistes des

États-Unis. Cela veut dire que la conscience publique contre la soumission du Canada à la quête de domination mondiale et aux préparatifs de guerre de l'impérialisme américain trouvera une façon de s'affirmer à mesure que les dangers que cela représente deviendront plus évidents. Il faut pour cela démystifier et déboulonner la conception du monde de la Guerre froide, qui définit les États-Unis comme « la nation indispensable », qui rend tous les autres pays « dispensables » et qui définit l'intérêt national à partir de ce cadre de référence.

Cette semaine, c'est également l'anniversaire de l'assermentation de Donald Trump comme président des États-Unis. Bien que sa responsabilité première en tant que président soit de préserver l'union et de perpétuer la République (c'est-à-dire éviter la guerre civile), des factions se font la guerre aux États-Unis pour le contrôle du pouvoir politique. Trump ne peut pas préserver l'union puisqu'il est le champion d'intérêts privés qui la déchirent.

L'anniversaire de l'assermentation de Trump arrive avec la « fermeture du gouvernement ». Trump dit que c'est un « cadeau » qu'on lui fait. *Voice of Revolution*, le journal de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis, explique :

« Lorsque Trump a été élu, on disait que puisque les républicains contrôlaient la Chambre, le Sénat et la présidence, Trump n'aurait aucune difficulté à imposer sa volonté. Or, durant l'année écoulée le Congrès est devenu de plus en plus dysfonctionnel et il est incapable d'adopter des lois aussi importantes que celles sur l'immigration et la santé. Le dysfonctionnement s'explique en partie par le fait que les démocrates et républicains n'existent plus en tant que partis politiques, représentant des intérêts politiques précis. On a plutôt différentes factions adverses dans les cercles dominants qui opèrent comme des cartels, qui tantôt rivalisent, tantôt unissent leurs efforts pour protéger certains intérêts privés. Elles ont recours à la violence contre les peuples du monde et au pays, tout en se menaçant l'une l'autre de violence également. Des alliances se forment et se reforment entre différentes forces à l'intérieur comme à l'extérieur de la Maison-Blanche, et le bureau de la présidence est l'objet des rivalités, puisque c'est là que le pouvoir est concentré.

« Dans ce contexte, le bien public est laissé pour compte, les intérêts publics ne faisant pas partie de l'équation. C'est en partie pour cette raison qu'on lit dans les journaux que le public ne sera pas affecté par la fermeture du gouvernement, alors que des centaines de milliers d'employés fédéraux seront forcés de travailler — ou mis à pied — sans solde. Cela comprend des travailleurs de la santé et de la sécurité, les premiers intervenants la fin de semaine. Les services Medicare et Medicaid et la sécurité sociale sont les plus touchés.

On cherche à reléguer l'intérêt public à l'arrière-plan pendant que l'attention est rivée sur les cartels.

« On cherche à entraîner les gens dans un faux débat sur qui est à blâmer pour la situation, les républicains ou les démocrates, et gagner des appuis pour les uns et les autres en vue des élections de 2018. Tout le monde est censé fermer les yeux sur le fait que le système actuel de démocratie représentative ne fonctionne plus. Comme l'a montré l'année qui vient de s'écouler, durant laquelle on a assisté à des conflits ouverts entre et au sein de l'armée, de la présidence et des agences du renseignement, le système actuel ne permet plus de résoudre les conflits au sein des cercles gouvernants ni de créer une légitimité aux yeux du peuple. Le congrès dysfonctionnel, l'élimination des partis politiques et les efforts pour éliminer la politique plus généralement, la grande concentration du pouvoir dans la fonction de la présidence et l'institution d'un gouvernement des pouvoirs de police, tout indique que les arrangements actuels ne permettent plus de régler quoi que ce soit. Ce système est fini et de nouvelles institutions doivent être créées.



« Le peuple doit se donner une démocratie qui l'habilite à gouverner et à décider, une démocratie centrée sur la garantie des droits de tous. C'est là que la discussion doit aller. Les élections de mi-mandat qui auront lieu bientôt sont une occasion de refuser de contribuer au renforcement du vieux système devenu dysfonctionnel et de plutôt parler du besoin du Nouveau et discuter et débattre des moyens de le faire. »

Cette guerre civile pour le contrôle du pouvoir politique aux États-Unis déborde dans l'arène internationale car les cartels rivaux parcourent le monde pour imposer leur domination, tantôt par des alliances, tantôt par des affrontements. Les peuples doivent s'engager dans l'analyse de la situation pour ne pas tomber dans les pièges tendus par les cartels rivaux, pour ne pas se retrouver à soutenir l'un contre l'autre, à renoncer à leurs propres intérêts. Dans ce numéro, *Le Marxiste-Léniniste* reproduit deux articles de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis sur la fermeture du gouvernement américain et sur la position des États-Unis sur la Corée.

Cette semaine, les Canadiens et les peuples du monde seront également témoins du Forum économique mondial de Davos. Le *Supplément* du *LML* de cette semaine discute entre autres des objectifs de ce forum et des préoccupations profondes des peuples qui demandent une nouvelle direction pour l'économie.

Ce sont tous des sujets de préoccupations importantes et le peuple a le droit et le devoir d'en délibérer et de s'exprimer sur la façon de changer la situation en sa faveur. Le PCC(M-L) organise des discussions sur les affaires politiques partout au pays en tant que forums où tous peuvent venir exprimer leurs préoccupations et où les travailleurs et les gens de tous les milieux peuvent examiner les problèmes ensemble et échanger les expériences et les idées pour être en mesure de tirer des conclusions. Cela aidera à intervenir pour changer la situation en faveur du peuple.



## Les marxistes-léninistes du Québec inaugurent la Nouvelle Année



Pierre Chénier, le chef du Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ), a présenté les salutations du Parti pour la Nouvelle Année lors d'une fête à Montréal le 6 janvier. Il a souhaité la bienvenue aux travailleurs présents représentant différents secteurs de l'économie - construction, postes, transport, commerce au détail, agroalimentaire, éducation, santé et services publics - de même qu'aux jeunes et aux gens de différentes communautés. Il a salué la

consule générale de Cuba à Montréal, Mara Bilbao Diaz, et les membres du personnel consulaire qui l'accompagnaient de même que la représentante du Front de libération nationale Farabundo Martí du Salvador - section Montréal. À l'occasion du 59e anniversaire du triomphe de la Révolution cubaine, il a réitéré que les Québécois et Québécoises se tiennent fermement aux côtés du peuple cubain et de ses dirigeants dans la poursuite de sa révolution, sous un tollé de « Viva Cuba ! » et d'applaudissements.

« Grâce à la révolution, les Cubains ont des dirigeants qui font partie d'eux, qui ne sont pas au-dessus d'eux, et ensemble ils sont une force imposante pour s'attaquer à la reconstruction suite au passage des ouragans Irma et Maria. C'est tout un exploit qui montre au monde les miracles qui peuvent être accomplis quand on met fin à la séparation du corps politique entre gouvernants et gouvernés, et qu'un système est établi par lequel le peuple est investi du pouvoir politique et se gouverne lui-même », a dit le chef du PMLQ.



Pierre a condamné le blocus brutal des États-Unis et les mesures prises par l'administration américaine actuelle pour le renforcer. « L'esprit de défi du peuple cubain devant cette agression nous inspire à intensifier nos efforts à ses côtés durant l'année qui vient, a-t-il dit. Le PMLQ lance l'appel à tous à prêter main-forte aux piquetages qui ont lieu devant le consulat étatsunien à Montréal le 17e jour de chaque mois. C'est l'occasion d'exiger la fin du blocus et la restitution de Guantanamo à Cuba. »

Il a rappelé ce qu'a dit le camarade Raúl Castro, président de la République de Cuba, dans son discours à l'Assemblée nationale en décembre : « La Révolution cubaine a résisté aux attaques de 11 administrations des États-Unis d'appartenance différente et nous sommes ici et nous y resterons, libres, souverains et indépendants. »

Il a annoncé que le Parti va organiser cette année des réunions dans les cégeps et les universités sur les solutions que le peuple cubain trouve aux problèmes causés par le blocus, pour préserver les systèmes d'éducation et de santé gratuits et s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

« Si l'internationalisme cubain est connu comme un internationalisme humanitaire au énième degré, il en est de même de la politique sociale de Cuba, qui est profondément humanitaire, et cela montre qu'il existe une alternative, y compris face à l'offensive antisociale ici au Québec », a-t-il dit. Il a ajouté que ces réunions « seront utiles pour les travailleurs et les jeunes qui cherchent des solutions aux problèmes auxquels ils font face pour défendre les droits de tous. Les conditions au Québec et à Cuba ne sont pas les mêmes, mais nous sommes tous des êtres humains capables de résoudre les problèmes à notre avantage. Nous avons beaucoup de choses à apprendre les uns des autres et beaucoup d'expériences à échanger dans le cours du renforcement de notre amitié de peuple à peuple », a-t-il dit en terminant, sous les cris de « Viva Cuba ! ».

En ce qui concerne le travail pour la nouvelle année, Pierre a dit que le Parti va concentrer ses énergies sur la mobilisation du peuple pour résoudre les problèmes en sa faveur. Dans ce contexte, le Parti mobilise les membres et les sympathisants dans la discussion pour déterminer comment les travailleurs peuvent intervenir dans les élections générales qui sont censées avoir lieu au Québec en octobre prochain. Ces élections ne doivent pas être une autre occasion d'autoriser d'autres à agir en notre nom, en défendant un pouvoir politique qui n'est pas le nôtre, a-t-il dit. Comment engager les travailleurs dans la politique pour que nous puissions nous-mêmes trouver des solutions aux problèmes sérieux auxquels le Québec est confronté, voilà le coeur de la question, a-t-il dit.



**Après avoir informé les participants de la tenue prochaine du Conseil national du PMLQ, le chef du PMLQ a porté un toast au succès de ce travail en 2018 auquel tous se sont joints.**

Un délicieux buffet a été servi et les échanges ont repris de plus belle. Une revue photo des actions menées par les travailleurs et les autres sections du peuple en 2017 a été projetée en déroulement continu. Les participants ont pu apprécier l'étendue des luttes et des prises de position du peuple au Québec à la défense de ses droits.

À la demande de plusieurs, des camarades ont interprété la chanson des patriotes de 1837-1838 *La Canadienne* et récité *Un Canadien pensant*. Des chansons à répondre ont suivi, au grand plaisir des participants.

La soirée a été un franc succès à tous les niveaux : l'intervention du Parti sur la nécessité d'intensifier le travail pour le Nouveau, les échanges tout au long de la soirée, le plaisir d'être ensemble, la bonne nourriture, la musique. Une excellente façon d'inaugurer la Nouvelle Année !





## Salutations du Nouvel An du Parti marxiste-léniniste du Québec



En ce début de la nouvelle année, le Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) transmet ses salutations aux travailleurs du Québec qui se battent pour défendre leurs droits en tant que travailleurs au sein de leur collectif et pour que la défense des droits soit l'objectif de l'ensemble de la société.

Nos salutations également aux jeunes du Québec engagés dans la lutte pour défendre les droits de tous partout où ils sont. En plus de se battre

pour que les êtres humains soient au centre des solutions des problèmes de l'économie et des

affaires sociales et culturelles, ils ne donnent pas leur place quand il s'agit de défendre l'environnement social et naturel. Ils le font dans l'esprit que cela peut se faire et que cela doit se faire.

En cette nouvelle année, le PMLQ tient aussi à souligner le travail fait par les représentants de nombreuses communautés qui font du Québec un endroit dynamique où vivre et travailler. Nous sommes ensemble, dans une seule et même bataille contre les attaques racistes organisées par l'État et les lois qui divisent le peuple au nom d'idéaux supérieurs, et même ironiquement au nom de l'unité. Plus les vieilles politiques de diviser pour régner sont discréditées, plus le peuple est blâmé pour la xénophobie et le nationalisme étroit et plus les gangs racistes organisés comme une mafia sont lancés contre lui. Le est de justifier le recours aux pouvoirs de police et de criminaliser des sections entières de la population et criminaliser la parole et la dissidence, de bloquer la résitance et l'édification du Nouveau. Dans ce sens, il s'agit aussi de détourner le peuple, de l'empêcher de s'armer d'une conception du monde qui identifie des solutions aux problèmes de la société et de l'environnement.

En cette occasion nous, saluons également les peuples autochtones dont nous habitons les territoires. Leur lutte pour obtenir justice pour les femmes et filles disparues et assassinées et les abus des autorités et établir des rapports modernes de nation à nation est une lutte courageuse qui mérite l'appui de tous.

Une bataille se mène actuellement au Québec contre la création de gouvernements de pouvoirs de police qui imposent des conditions inacceptables. Les travailleurs sont privés de ce qui leur appartient de droit et, comme les jeunes, les minorités et les peuples autochtones, ils sont marginalisés et le droit de parole leur est enlevé directement ou par la désinformation.

Le PMLQ est déterminé à faire des percées sur ce front en 2018. La liberté d'expression est beaucoup plus qu'un droit civil pouvant être restreint ou retiré. C'est un droit humain, c'est le droit de discuter et de s'informer, le droit d'apporter des solutions et des arguments sur la façon d'avancer. Pour détourner l'attention du besoin d'identifier les vrais problèmes auxquels le peuple, ses collectifs et la société dans son ensemble sont confrontés et de leur trouver des solutions, des attaques sont lancées contre les travailleurs par les lois et les tribunaux, tandis que le peuple est blâmé pour les attaques racistes organisées par l'État. Ces politiques de diviser pour régner ont pour but non seulement de diviser le peuple, mais aussi de détourner la classe ouvrière et le peuple de la résolution des problèmes de la société d'une manière qui soit à leur avantage.



L'année qui s'amorce est une année électorale au Québec et le Parti est d'avis que tous ensemble nous avons le devoir de combattre le sectarisme politique et de trouver des solutions aux problèmes sérieux auxquels le Québec, le Canada et l'environnement social et naturel sont confrontés. Le Parti va déployer ses meilleurs efforts pour engager le peuple dans la politique et ne pas permettre que les mouvements politiques du peuple soient continuellement détournés et détruits par le sectarisme et la désinformation. Nous appelons tout le monde à discuter de ce qui peut être fait pour que les élections prévues pour octobre ne soient pas une simple occasion d'autoriser d'autres à agir en notre nom, à défendre un pouvoir politique qui n'est pas le nôtre. Les

travailleurs et les jeunes seront attentifs au besoin d'intervenir dans les élections d'une manière qui leur bénéficie.

Notre classe ouvrière est un contingent de la classe ouvrière canadienne et internationale. Notre avenir n'est pas dans la défense des valeurs de l'empire britannique du XIXe siècle ni de l'impérialisme américain du XXe siècle ou leur incarnation actuelle, qu'on appelle valeurs canadiennes ou même québécoises. Ces valeurs créent des divisions suivant des considérations de genre, de religion, d'origine ou en fonction d'autres aspects relevant de l'identité. Notre avenir est dans l'unité sur la base de notre lutte pour les droits qui nous appartiennent du fait que nous sommes des êtres humains. Nous sommes une seule race, un seul genre humain !

Ensemble, nous pouvons répondre aux défis posés par l'offensive antisociale et la création de gouvernements de pouvoirs de police qui cherchent à détruire toute réponse unifiée. Nous devons aussi nous attaquer aux dangers de guerre que font planer les impérialistes américains et dans lesquels le Canada est entraîné. Les Québécois sont utilisés comme des détachements spéciaux des forces armées canadiennes, mais ils ont aussi toujours été aux premiers rangs du mouvement contre la guerre. Alors défendons fièrement nos traditions combattantes et utilisons la parole pour nous assurer que le Québec ne soit pas utilisé comme base pour la guerre et que nos jeunes ne servent pas de chair à canon contre les jeunes d'autres pays.



Cette année nous avons également le devoir de faire échec à la conception du monde et à la désinformation au sujet de ce que font les impérialistes américains et leurs alliés dans d'autres pays, comme le Canada le fait en Corée, au Venezuela, au Honduras, au Brésil et ailleurs. Nous sommes avec le mouvement pour l'unification nationale de la Corée sans ingérence étrangère et nous exigeons que les États-Unis

signent une paix permanente avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC), qu'ils arrêtent leurs exercices de guerre et leurs menaces contre le peuple coréen. Nous exigeons aussi que le Canada cesse de participer aux exercices de guerre des États-Unis et du Japon qui ciblent la RPDC. Pour contrer le chantage nucléaire, il faut s'opposer à l'utilisation des armes nucléaires comme moyen de menacer ceux qui refusent de se soumettre au contrôle américain.

Nous appuyons la révolution bolivarienne au Venezuela, qui est sous le feu d'une agression dans laquelle le Canada joue un rôle de premier plan, et nous nous unissons à tous les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes. Nous avons une responsabilité particulière et un engagement envers le peuple d'Haïti avec qui nous partageons bonheurs et malheurs ici même au Québec, et une responsabilité et un engagement envers Cuba, en particulier dans la bataille pour exiger la levée du blocus américain.

Le Conseil national du PMLQ se réunira d'ici la fin de janvier pour revoir et évaluer le travail du Parti et des forces combattantes du Québec en 2017 et se fixer un plan de travail pour l'année qui vient. L'Assemblée générale des membres sera également convoquée avant les élections qui auront lieu en octobre si le parti au pouvoir s'en tient à l'esprit de la loi sur les élections à date fixe. Entretemps, les organisations du Parti tiennent des discussions avec les membres et avec les travailleurs et les jeunes pour s'assurer que tous fassent partie du processus décisionnel, que tous soient informés par leur participation active, que tous soient engagés dans la mise en application de décisions qu'ils prennent eux-mêmes.

Nous devons combattre tout geste qui détruit le facteur humain/conscience sociale en affirmant le facteur humain/conscience sociale. C'est ce qui donne au mouvement son optimisme et sa confiance que la situation peut être changée en faveur du peuple.

Les dangers qui planent pour l'avenir immédiat sont considérables. Les impérialistes américains et les autres grandes puissances ont politisé les intérêts privés qui parcourent le globe pour soumettre le monde à leur contrôle. Ce n'est pas la défense de la souveraineté de l'État-nation ou la défense de l'intérêt public qui motive les cartels et oligopoles qui cherchent à établir leur hégémonie, c'est le désir d'éviter leur propre perte. Ils détruisent tout ce qu'ils ne peuvent pas contrôler.



Mais leur pouvoir n'est pas le seul pouvoir qui existe. Les êtres humains sont capables de contrôler les produits de leur création et créer l'histoire de manière à être eux-mêmes au centre de celle-ci. Si vous regardez au-delà de l'anarchie et du chaos qui existent, vous verrez le visage du Nouveau, du facteur humain/conscience sociale qui cherche à sortir de la noirceur et à s'affirmer. Vous le voyez dans les luttes que mènent notre peuple et la classe ouvrière du Canada dans son ensemble pour trouver une solution aux problèmes auxquels la société fait face. Vous le voyez dans l'esprit de défi du peuple cubain, dans sa lutte pour défendre son projet d'édification nationale qui place l'être humain au centre. Vous le voyez dans l'effort gigantesque des peuples au Venezuela, au Honduras, en Palestine, en Corée et partout dans le monde qui cherchent à créer un climat de paix, pour pouvoir résoudre les problèmes de leur société, en opposition aux méthodes violentes utilisées par les forces contrerévolutionnaires. Toutes les luttes à la défense des droits de tous et toutes nous montrent le visage du Nouveau qui cherche à naître.

En concentrant nos énergies sur la mobilisation du peuple pour bâtir ce Nouveau chez nous, nous lançons l'appel à tous à accélérer la cadence en appliquant la méthode d'éduquer les éducateurs et de mobiliser d'autres autour de soi pour faire le travail, plutôt que de s'épuiser à la tâche. Il faut pour cela utiliser la parole et fournir des arguments pour que d'autres s'avancent et autorisent les décisions, et joignent leurs efforts pour créer des succès. C'est le premier pas pour combattre les vieilles formes de prises de décision et d'organisation qui consistent à élire des représentants qui agissent en notre nom. Aujourd'hui ces vieilles formes sont manipulées pour faire approuver les faits et gestes des gouvernements des pouvoirs de police qui prétendent que nous les autorisons à agir en notre nom. Cela ne doit pas passer. Nous devons nous-mêmes agir en notre nom et créer le genre de personnalité démocratique qui répond aux exigences de notre temps.

Succès à tous dans cette entreprise !

***Salutations à tous celles et ceux qui, au Québec et partout au Canada et dans le monde, luttent pour bâtir le Nouveau !  
Ensemble, faisons des percées à la défense des droits de tous et toutes !***

## Réunion sur la Corée à Vancouver

# Considérer la RPDC comme un agresseur n'apportera rien de bon

- Pauline Easton -



Il y a eu une réunion de ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays à Vancouver le 16 janvier qui a porté sur « la sécurité et la stabilité sur la péninsule coréenne ». Du point de vue de son objectif avoué, soit de trouver une solution diplomatique plutôt que militaire à la crise sur la péninsule coréenne, la réunion de Vancouver a été aussi infructueuse que prévu. Cela ne pouvait faire autrement puisque ni la République démocratique populaire de Corée (RPDC), qui est ciblée par les sanctions de l'ONU que cette rencontre se proposait de renforcer, ni la Chine et ni la Russie, deux pays qui ont une frontière commune avec la RPDC, n'était présente. Une autre raison pour laquelle cette réunion ne pouvait produire rien de productif est que le « Groupe de Vancouver » cherche à contourner le Conseil de sécurité de l'ONU, toujours considéré comme l'organisation responsable de sauvegarder la paix dans le monde, et l'Assemblée générale de l'ONU, qu'on dit représenter tous les pays du monde.

Le Canada et les États-Unis, qui ont coparrainé l'événement, le Japon, la République de Corée (RC) et la Grande-Bretagne ont parlé comme des hooligans à la conférence de presse qui a ouvert la réunion. En tout et partout, le bilan présenté par les deux hôtes après la réunion montre tout simplement à quel point ces pays sont revanchards et que le désir des États-Unis d'imposer leur contrôle met de plus en plus en péril la paix mondiale et révèle leur tendance génocidaire.

Les libéraux ont parfaitement étalé l'hypocrisie de leur impérialisme « humanitaire ». Dans ses remarques d'ouverture, la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland a dit : « Les États présents à cette réunion ne nourrissent aucune



hostilité envers les Nord-Coréens. Au contraire. Nous ne voulons ni changement de régime, ni son effondrement. »

Sur ce, elle a tout de suite invoqué la notion impérialiste de la paix par la force pour servir ce qu'on déclare être l'intérêt national de pays à des milliers de kilomètres de la péninsule coréenne sans égard aux conséquences. Dans le cas du Japon, qui est voisin de la Corée, c'est un pays qui a commis de graves crimes contre les peuples coréen et chinois et d'autres pays d'Asie durant la Deuxième Guerre mondiale, auxquels il n'a jamais consenti à verser des réparations. Au contraire, il prétend maintenant que la RPDC représente une menace à sa sécurité, « la plus grande depuis la Deuxième Guerre mondiale ». Et pendant ce temps il s'enorgueillit de son passé criminel et semble être disposé à le répéter.

La ministre a présenté la victime comme la plus grande menace pour ce regroupement de pays agresseurs: « Nous travaillons à résoudre cette crise et visons ce qui est dans notre intérêt commun : la sécurité et la stabilité dans la péninsule coréenne et dans le monde entier », a dit la ministre.

Elle a ensuite proposé, comme solution à la crise coréenne, une répétition de la fraude qui a mené les agresseurs à commettre des crimes horribles contre l'Irak et la Libye : « Nous savons une chose par contre : la décision du régime d'abandonner de manière vérifiable tous ses programmes d'armes de destruction massive contribuera à sa sécurité et à son développement économique, et elle conduira le peuple nord-coréen vers un avenir meilleur, prometteur, plus sûr et plus prospère. C'est à la Corée du Nord qu'il revient de décider de son avenir. » Le secrétaire d'État américain Rex Tillerson a refusé de même mentionner les pourparlers intercoréens et Chrystia Freeland y a à peine fait allusion. Le but de la rencontre, a-t-il dit, « est d'améliorer l'efficacité de la campagne qui consiste à mettre le plus de pression possible sur la Corée du Nord et à combattre ses tentatives d'échapper aux sanctions. Les États-Unis espèrent entendre tous les participants se prononcer sur la meilleure façon d'y parvenir. »



Il a dit : « Nous devons tous insister sur la pleine et entière mise en application des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU, car c'est la lettre de la loi. Nous pressons en particulier la Russie et la Chine en cette affaire. » Il n'a pas précisé ce qu'il entend par « insister ». Il a continué en disant :

« Nous devons travailler ensemble pour améliorer les opérations d'interdiction maritime. Nous devons mettre fin aux transferts illégitimes de navire à navire qui sapent les sanctions de l'ONU. Et troisièmement, il doit y avoir de nouvelles conséquences pour le régime à chaque fois qu'une nouvelle agression a lieu. »

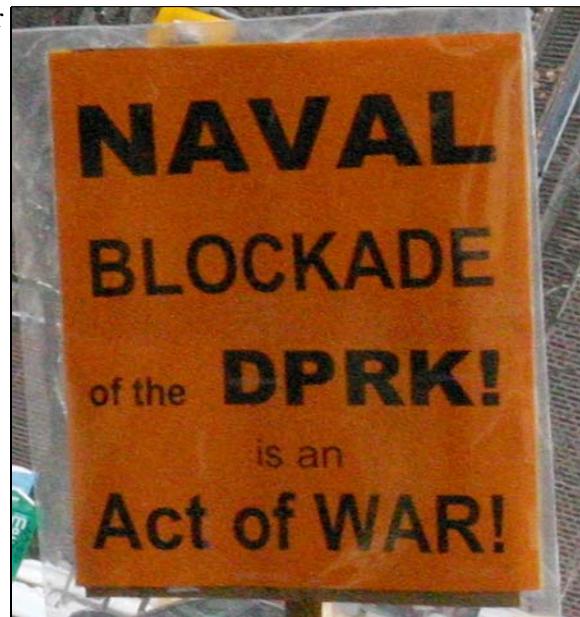
Le fait de parler de « nouvelle agression » montre précisément l'intention pernicieuse de tout cet exercice et le rôle qu'y joue le Canada. La RPDC n'a jamais commis d'agression contre qui que ce soit, mais les États-Unis veulent maintenir le discours de la guerre froide et prétendre qu'elle est un agresseur. La RPDC est un « agresseur » depuis que les États-Unis ont déclenché leur guerre d'agression contre elle sous le drapeau de l'ONU en 1950. Maintenant, en désespoir de cause, ils font monter les enchères en déclarant une « agression » toute mesure défensive de la RPDC pour se parer aux provocations de l'armée américaine et de l'armée sud-coréenne sous son commandement.

Le moindre incident est interprété comme « une agression de la Corée du Nord » et utilisé pour justifier la présence américaine sur la péninsule, pour se livrer à des provocations pour faire échouer tout dialogue sur la réunification. L'affaire du *Cheonan* en 2010 est un des nombreux exemples où la RPDC est accusée d'agression, voire de terrorisme, sur la base de mensonges pour cacher les crimes des accusateurs. En mars 2010, la corvette de la marine sud-coréenne *Cheonan*, qui participait à des manoeuvres militaires conjointes avec les États-Unis, s'est échouée dans la mer Jaune. Quarante-six des 104 personnes à bord ont péri. Les États-Unis et la Corée du sud ont prétendu que la corvette avait été frappée par une torpille lancée à partir d'un sous-marin nord-coréen. Ils ont institué plusieurs mesures hostiles et ont même menacé la RPDC de guerre. Celle-ci a maintenu que l'accusation reposait sur des fabrications. Les enquêtes d'experts ont par la suite démontré que l'accusation était en effet sans fondement.[1]

Le ministre des Affaires étrangères du Japon a été particulièrement féroce. Pour cacher le passé criminel de son pays, particulièrement en Corée, et le fait qu'il est engagé sur la même voie aujourd'hui, il a voulu remettre en cause les intentions de la RPDC. Il a dit : « Je sais que certains affirment qu'il faut récompenser la Corée du Nord pour sa participation au dialogue intercoréen, par des levées de sanctions ou en lui fournissant une certaine assistance. Franchement, je pense qu'il s'agit d'une vision bien trop naïve. Je pense que la Corée du Nord veut juste gagner du temps pour poursuivre ses programmes nucléaire et balistique. Elle veut seulement tirer quelque chose de ce dialogue. Je soutiendrais donc que la reconnaissance de ce fait devrait être le point de départ de notre discussion aujourd'hui. » Le dernier à intervenir a été le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson. Voici celui qui prétend représenter les peuples de Grande-Bretagne. Quelle fraude ! Les Britanniques ont combattu sans relâche le bellicisme de l'ancien premier ministre Tony Blair en appui à la fausse guerre à la terreur de G. W. Bush. Il a été pris en flagrant délit à mentir et à commettre des crimes pour soutenir la fraude et le mensonge de George W. Bush à propos de l'existence d'armes de destruction massive en Irak, comme prétexte pour commettre l'agression et détruire ce pays jusque dans ses fondements. Cette position antiguerre des peuples britanniques est légendaire. Or, le ministre Johnson a pris le ton d'un tueur à gages mafieux :

« Notre tâche collective maintenant est d'envoyer un message très clair que nous voulons accroître cette pression, et nous devons leur rendre le choix plus clair. Ils peuvent -- il peut continuer sur la voie de la provocation et équiper son pays d'armes nucléaires avec pour effet de s'isoler encore plus, de soumettre son peuple à d'autres douleurs et difficultés sur le plan de l'économie, ou il peut saisir l'occasion de s'engager sur une voie qui peut mener au mieux-être des Nord-Coréens et à une chance d'imiter les réalisations étonnantes de la république. »

Les interventions d'ouverture ont tout de suite permis de voir que cette réunion aura des conséquences graves pour la cause de la paix et que les peuples du monde doivent élever la voix et se faire entendre de toutes leurs forces. Il faut s'opposer au blocus naval et au régime de sanctions et exprimer notre appui au processus de paix intercoréen. Il faut exiger que les États-Unis signent un traité de paix permanent avec la RPDC et se retirent de la République de Corée et de la région.



## Rapports sur la réunion

Quant aux rapports sur la réunion, il est intéressant de noter que l'engagement que ces pays ont signé concernant un blocus naval proclamé par les États-Unis à la veille de la rencontre n'a pas été débattu ni même adopté formellement, pour en faire une « position officielle » de ce regroupement par ailleurs illégitime. En fait, la réunion n'a pas donné lieu à un communiqué conjoint. Les deux pays hôtes ont publié un résumé dans lequel ils affirment que « les ministres ont reconnu » que : « la Corée du Nord se livre depuis longtemps et secrètement au trafic d'armes conventionnelles pour générer des revenus lui permettant de financer ses propres programmes illicites et saboter le régime mondial de non-prolifération. Lorsque la Corée du Nord ressentira les effets des sanctions, elle dépendra davantage des activités criminelles parrainées par l'État, comme, entre autres, des activités cybernétiques en vue de financer ses programmes d'ADM [armes de destruction massive]... »

Le narcissisme de ceux qui tentent de criminaliser la RPDC pour prétendu trafic d'armes et autres activités illicites est évident dans le fait qu'ils oublient que tout cela s'applique à eux-mêmes, pas à la RPDC. Les États-Unis sont le plus grand trafiquant d'armes au monde et ils se livrent à la vente et à l'achat d'armes comme si c'était le commerce le plus normal du monde. Ils laissent planer l'idée que la RPDC pourrait être impliquée dans le trafic de la drogue et oublient que c'est l'ancien président américain Ronald Reagan qui a présidé aux manoeuvres illégales qui ont mené au scandale Iran-Contra, soit l'achat de narcotiques pour des armes pour soutenir les moudjahidines en Afghanistan contre l'Union soviétique. C'est sans compter toutes les preuves de la complicité de la U.S. Drug Enforcement Agency dans la création du chaos au Mexique avec les cartels de la drogue pour réaliser les visées de destruction nationale de l'impérialisme américain.[2] Selon le résumé, les ministres ont « mis en évidence le coût humain à long terme du conflit qui perdure dans la péninsule coréenne et dont les familles divisées et les victimes d'enlèvement et leur famille font les frais. La Corée du Nord continue malheureusement d'accorder la priorité à ses programmes d'ADM et de missiles balistiques, malgré les coûts humanitaires que cela engendre. »

Les deux hôtes ont reconnu d'une manière purement formelle la participation d'une délégation des femmes pour la paix venue convier les participants à prendre une autre voie. Le résumé note que « les ministres ont souligné le rôle essentiel des femmes et des organismes de femmes dans la recherche d'une solution au conflit et l'atteinte d'une paix durable. » (*Voir la déclaration des femmes ci-dessous*)

Le résumé souligne « la détermination collective » des pays réunis à adopter les mesures suivantes :

« - agir de manière à favoriser les progrès dans le dialogue intercoréen dans l'espoir qu'il conduise à un apaisement durable des tensions,

« - se tenir prêt à soutenir une solution politique et encourager la Chine à contribuer à ce résultat,

« - travailler en étroite collaboration avec les partenaires régionaux et internationaux, dont la Chine et la Russie, pour assurer la mise en oeuvre intégrale et efficace des sanctions existantes envers la Corée du Nord, notamment en renforçant l'échange d'information et en accordant un soutien accru au groupe d'experts de l'ONU pour contrer les tentatives du pays de se soustraire aux sanctions,

« - renforcer davantage la campagne de pressions internationales grâce à la diplomatie auprès des États qui n'ont pas la volonté politique de mettre en oeuvre des sanctions,

« - aider à renforcer la capacité mondiale afin d'appliquer efficacement les sanctions et

d'empêcher le financement de la prolifération, en outre au moyen d'activités criminelles et cybernétiques,

« - rompre les liens financiers liés à tous les programmes d'ADM de la Corée du Nord, notamment en renforçant la coordination dans la région et à l'échelle internationale,

« - empêcher la Corée du Nord de se livrer à la contrebande maritime, conformément aux dispositions des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, entre autres en prenant des mesures pour mettre un terme au recours illégal d'activités de transbordement de navire à navire,

« - convenir d'envisager de prendre des mesures pour imposer des sanctions unilatérales et d'autres mesures diplomatiques allant au-delà de celles exigées par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU,

« - entamer des initiatives préparatoires de détermination des principes et des exigences d'un mécanisme de vérification suffisant pour garantir le démantèlement complet et irréversible de tous les programmes d'ADM de la Corée du Nord et de ses systèmes d'exécution connexes. »

La première de ces mesures, « agir de manière à favoriser les progrès dans le dialogue intercoréen », montre déjà qu'on cherche à cacher quelque chose. Mis à part Tillerson, qui représente le pays qui a demandé la tenue de cette réunion, tous les ministres qui sont intervenus à la conférence de presse ont feint d'être en faveur des pourparlers. Or, ils veulent décider à l'avance du résultat de ce dialogue plutôt que de laisser les Coréens en décider. Les pourparlers intercoréens ont objectivement réduit les tensions grâce au rétablissement des communications et en suscitant un certain enthousiasme pour les Jeux olympiques, tandis que la réunion des agresseurs de Vancouver a commencé et s'est terminée sur le ton de menaces et de chantage.

La réunion n'a finalement rien résolu ni établi de légitimité pour ce que les États-Unis, appuyés par le Canada, la Grande-Bretagne et le Japon en particulier, s'apprêtent à imposer au monde. Les rapports et éditoriaux sur l'événement expriment tous la confusion quant à ce qui a été accompli et quant aux conséquences des sanctions et du blocus naval.

En réponse à une question concernant les moyens pour imposer les sanctions, Tillerson a dit que l'interdiction maritime était une illustration de la nature « volontaire » de l'effort entrepris et a laissé entendre que des mesures coercitives pourraient être nécessaires : « Alors pour l'instant il y aura très peu d'activité militaire pour faire respecter les sanctions. Il y aura un partage des renseignements pour que nous puissions tous comprendre les mesures à prendre pour faire respecter les sanctions tout en respectant le droit international et les normes. »

Dire que les sanctions sont volontaires, c'est parler à mots couverts. L'extraterritorialité de certaines dispositions du blocus que les États-Unis imposent à Cuba depuis cinquante ans montre ce que veut dire « volontaire » pour les entreprises et autres entités qui ne se soumettent pas au diktat américain et persistent à commercer avec Cuba : elles sont frappées d'amendes et d'interdictions de toutes sortes. Il importe de noter que les pays participants à cette réunion ont convenu de prendre des mesures pour l'imposition de sanctions unilatérales qui vont au-delà de ce que prévoient les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

La portée extraterritoriale du blocus de Cuba est expliquée dans le Rapport Bossuyt *Conséquences néfastes des sanctions économiques*, produit pour le Conseil économique et social de l'ONU en 2000 :

« Par ailleurs, les États-Unis ont essayé, en adoptant diverses lois au cours de la dernière

décennie, d'extraterritorialiser leur politique de commerce extérieur. Par un système de sanctions secondaires, ils ont essayé de forcer des pays tiers à imposer eux aussi un embargo à Cuba. Ceci ne constitue pas seulement une violation du droit commercial, c'est aussi une tentative de transformation d'un embargo unilatéral en un embargo multilatéral par des mesures coercitives qui auraient pour seul effet d'intensifier encore les souffrances du peuple cubain et de violer davantage ses droits fondamentaux. »[3]

Certains ont noté que si le but est la diplomatie et la paix, l'effort demeurera improductif tant que la RPDC, la Russie et la Chine ne seront pas présentes. Or, il suffit de regarder les actions guerrières et inhumaines proposées et déjà adoptées contre la RPDC et son peuple sous l'enseigne de la « diplomatie » pour voir que cette réunion n'avait rien à voir avec la diplomatie, et certainement rien à voir avec la paix.



Les États-Unis et le Canada n'ont pas non plus la paix à l'esprit quand ils disent que leur but est de réaliser la « dénucléarisation ». La dénucléarisation de la péninsule coréenne est une aspiration profonde pour les peuples de Corée, des États-Unis, du Canada, de Grande-Bretagne, du Japon et tous ceux qui veulent la paix. Mais plus les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, le Japon et les acteurs de soutien révèlent au monde par leurs actions que leur but n'est pas la paix, plus leur discours sur la « dénucléarisation » sonne faux également. Que veut dire la « dénucléarisation » si cela ne

comprend pas les États-Unis, le seul pays au monde à avoir utilisé l'arme nucléaire, le pays qui possède plus d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive sur terre, sur mer et dans les airs, et qui s'en sert pour menacer la Corée, la Chine et la Russie ? Les stratégies pour contrôler la péninsule coréenne afin de contrôler la Chine et la Russie, qui représentent de surcroît une grave menace à la paix, ne sont pas ce que les peuples appellent travailler pour la paix.

Personne à cette réunion n'a parlé de ce que les Coréens veulent, c'est-à-dire des pourparlers intercoréens sans ingérence extérieure, la réunification pacifique de leur nation et une Corée indépendante. Les pays participants croient sans doute qu'il s'agit de parler de « dénucléarisation » pour faire tout oublier, mais ce n'est pas le cas. La demande de dénucléarisation par la puissance nucléaire américaine de pair avec l'apposition de l'épithète « agresseur » à la RPDC n'a pas à voir avec l'arrêt de l'utilisation des armes nucléaires, mais avec le monopole du droit de première frappe.

## **Analyse et médias**

Les analystes et reporters proposent plusieurs approches à la crise coréenne, mais la plupart des solutions sont fondées sur des prémisses de la guerre froide et beaucoup tombent dans le piège tendu par le président américain qui veut établir un équilibre « tripolaire » entre les États-Unis, la Chine et la Russie.

Certains disent que le rôle du Canada devrait être de coopérer avec la Chine concernant la Corée, comme alternative à la dépendance sur les États-Unis. Cela aussi doit être discuté, pour ne pas tomber dans la pensée que la paix peut être préservée si seulement des alliances solides pouvaient être formées. La référence la plus communément acceptée est celle d'une division tripolaire du monde basée sur une opposition entre les intérêts géopolitiques de la Chine et ceux des États-Unis et de la Russie, plutôt qu'une opposition entre ceux de la Russie contre ceux des États-Unis et de

la Chine, ou encore ceux de la Chine et de la Russie contre ceux des États-Unis. C'est un jeu dangereux et ce n'est pas la voie vers la paix.

Un nouvel équilibre dans les affaires internationales ne peut être établi que par les peuples du monde qui affirment leur désir de paix de façon pratique, en défendant ce qu'eux veulent plutôt qu'en se positionnant selon ce que les impérialistes et les grandes puissances veulent.

## Note

1. « La Commission nationale de défense de la RPDC sur la vérité concernant la prétendue attaque perpétrée par le nord », *LML*, 3 juin 2010.

2. Selon des études de l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les États-Unis ont été le plus grand fournisseur d'armes de 2012 à 2016, représentant 33 % de l'ensemble des exportations d'armes sur la planète. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et la Turquie étaient les plus grands acheteurs. Les Émirats arabes unis, qui viennent au quinzième rang en termes de dépenses en armement selon le Business Monitor International, sont un pays agresseur faisant partie de la « coalition » dirigée par l'Arabie saoudite et appuyée par les États-Unis qui font la guerre à la résistance armée au Yémen. La Turquie, qui est membre de l'OTAN, sert depuis longtemps de tremplin pour l'agression et autres activités illégales des États-Unis dans la région, y compris les tentatives de déstabiliser la Syrie en armant des forces terroristes. Durant les derniers jours de 2017, le Canada a annoncé un nouvel accord de coopération pour la défense avec les Émirats arabes unis. En décembre, à peu près au même moment où les États-Unis autorisaient un nouvel envoi d'armes en Ukraine, le Canada ajoutait l'Ukraine à la liste des pays auxquels il pourrait vendre des armes légères. L'Ukraine est actuellement engagée dans une guerre civile dans laquelle le gouvernement canadien soutient les forces gouvernementales qui ont usurpé le pouvoir par un coup d'État, avec l'aide de tireurs d'élite géorgiens et lithuaniens (le massacre de la Place Maïdan) et les forces paramilitaires fascistes qui sont leurs alliés. Les fabricants d'armes canadiens pourront maintenant vendre leurs produits à d'autres pays et forces paramilitaires par l'entremise de l'Ukraine, elle-même un important marchand d'armes, ce qu'ils ne pourraient pas faire en ce moment à cause des restrictions à l'exportation et de l'opposition publique.

3. *Conséquences néfastes des sanctions économiques pour la jouissance des droits de l'homme*, Marc Bossuyet, 21 juin 2000. Pour le rapport au complet, cliquer [ici](#).

---

## Actions en appui à la demande d'une résolution des tensions par des moyens pacifiques

Les 15 et 16 janvier, diverses actions ont eu lieu à Vancouver, Edmonton, Toronto, Montréal, Séoul, en Corée, et ailleurs à l'occasion de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays agresseurs de la Guerre de Corée. Les manifestants ont réitéré la demande des peuples du monde que les tensions sur la péninsule coréenne soient réduites par les moyens pacifiques et que cela soit axé sur les efforts des Coréens du nord et du sud.

15 janvier





Vigile à la chandelle avant la tenue de la réunion du « Groupe de Vancouver » sur la Corée



Des femmes artisanes de la paix et d'autres rencontrent la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland lors d'une « table ronde avec la société civile ».

16 janvier





Événement « Témoins pour la paix » d'activistes tôt le matin devant le lieu de la réunion des ministres des Affaires étrangères pour souligner qu'on doit avoir recours à des moyens pacifiques pour résoudre la situation dans la péninsule coréenne



Piquetage antiguerre devant le Centre des congrès plus tard dans la journée



Des femmes artisanes de la paix organisent un forum l'après-midi pour élaborer leur appel à la paix dans la péninsule coréenne.



Réunion publique de Mobilisation contre la guerre et l'occupation avec Michel Chossudovsky de Global Research



Piquetages d'information et de signatures de pétition à Toronto (photo), Montréal et Edmonton, pour que les Canadiens soient informés des événements dans la péninsule coréenne et du rôle dangereux du Canada



**Piquetage devant l'ambassade des États-Unis à Séoul en opposition à la politique hostile et agressive envers la République populaire démocratique de Corée**

(Photos : LML, MAWO, PCC, ILPS, SPARK, Nobel Women's Initiative, Affaires mondiales Canada, C. Ahn, L. Bernstein, A. Nader)

## **Les propositions de paix préconisées par la Chine et la Russie**

La Chine et la Russie ont fait des propositions officielles sur la manière dont la paix peut être réalisée sur la péninsule coréenne. Les deux pays ont un intérêt direct à garantir la paix puisque les exercices de guerre des États-Unis et les préparatifs pour imposer un blocus naval, sans parler de la possibilité d'une nouvelle guerre de Corée, sont également dirigés contre eux.

Le 8 mars 2017, la Chine a proposé publiquement une formule dite « suspension double ». Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a déclaré que cette proposition conduirait à la désescalade des tensions sur la péninsule coréenne. « En tant que première étape, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) pourrait suspendre ses activités nucléaires et celles liées aux missiles en échange de la suspension des exercices militaires à grande échelle des États-Unis et de la République de Corée », a indiqué M. Wang. « Nous pourrions suivre la double approche avec la dénucléarisation de la péninsule d'un côté et l'établissement d'un mécanisme de paix de l'autre », a-t-il ajouté.

Le ministre Wang Yi a qualifié cette approche de tentative de répondre aux préoccupations de toutes les parties d'une manière « synchronisée et réciproque ». Wang a déclaré : « Cette suspension pour suspension peut nous aider à sortir du dilemme de la sécurité et à ramener les parties à la table des négociations ».

Puis, le 4 juillet 2017, la Russie et la Chine ont présenté une déclaration commune avec une autre proposition.

Ce plan comprend trois étapes. Dans la première étape, un « double gel » est proposé : la RPDC renonce à effectuer de nouveaux essais nucléaires et lancements de missiles tandis que les États-Unis et ses alliés renoncent à mener des exercices à grande échelle dans la région.

La deuxième étape verrait l'instauration d'un dialogue direct entre les États-Unis et la RPDC sur les questions de coexistence pacifique et de reconnaissance mutuelle. À cette même étape, le dialogue intercoréen pourrait être relancé.

La troisième étape verrait le lancement de négociations multilatérales sur des questions complexes et de mécanismes de paix et de sécurité en Asie du Nord-Est. À cette étape, les problèmes de dénucléarisation et de démilitarisation de la péninsule coréenne pourraient être discutés.

Cette proposition a été soumise par la Russie aux États-Unis et à la RPDC en septembre 2017 et n'a pas été rejetée. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Igor Morgoulov, a déclaré le 27 novembre lors d'une conférence que la RPDC avait respecté le code de silence sur la proposition pendant deux mois, et en fait avait suivi la feuille de route. Le vice-ministre des Affaires étrangères a toutefois expliqué que les décisions prises par les États-Unis en octobre et novembre concernant des exercices non prévus avaient rendu très difficile l'utilisation de la feuille de route pour un règlement de paix.



### **Positions sur la réunion du « Groupe de Vancouver »**

À l'occasion de la réunion de Vancouver, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lu Kang, a déclaré à Beijing qu'en l'absence de la Chine et de la Russie la réunion de Vancouver n'avait aucune légitimité et était non représentative.

« Puisque cette réunion n'a ni légitimité ni représentativité, la Chine s'y est opposée depuis le tout début », a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Lu Kang, lors d'une conférence de presse à Beijing. « Alors que des pays se sont engagés à trouver une solution appropriée au règlement pacifique du dossier nucléaire de la péninsule coréenne, certaines parties ont organisé une telle réunion au nom du soi-disant commandement des Nations unies pendant l'ère de la guerre froide », a dit Lu Kang. « Nous ne savons pas quel est le but de convoquer une telle réunion. »

Le ministère des Affaires étrangères de la Russie a publié une déclaration qui dit :

« Malheureusement, nous devons déclarer que de tels événements qui sont menés à la hâte et qui ont un effet négatif sur le fonctionnement de cadres multilatéraux éprouvés, ne contribuent pas à la normalisation de la situation autour de la péninsule coréenne mais, au contraire, l'aggravent. »

« La 'décision' des participants d'envisager l'introduction de sanctions unilatérales et d'autres mesures diplomatiques semble tout à fait inacceptable et contreproductive », poursuit la déclaration.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a expliqué que la Russie était prête à soutenir des contacts directs entre les États-Unis et la Corée du Nord sur le problème nucléaire de la péninsule coréenne, notamment des pourparlers à six parties comprenant la Corée du Nord, la Chine, la Corée du sud, la Russie, les États-Unis et le Japon.

« Comme vous le savez, nous avons lancé avec la Chine une initiative commune pour amorcer la transition de la confrontation vers le règlement politique du problème de la péninsule coréenne. D'abord, nous proposons à tout le monde de se calmer et de geler toutes les actions de confrontation liées notamment aux activités militaires, que ce soit les tirs de missiles, les tests nucléaires ou les manœuvres de grande envergure que les États-Unis ont organisés et organisent

toujours dans la région avec la République de Corée et le Japon », a déclaré Sergueï Lavrov.

« Quand ce gel, ce moratoire sur les actions hostiles et de confrontation entrera en vigueur, nous soutiendrons activement les contacts directs avec les principales parties intéressées. Concernant le dossier nucléaire, il s'agit tout d'abord de Pyongyang et de Washington. Nous serons néanmoins prêts à favoriser leur dialogue bilatéral dans le cadre du 'processus à six' réunissant également la Russie, la Chine, le Japon et la République de Corée », a-t-il poursuivi.

« J'ai déjà mentionné que les États-Unis parlaient presque ouvertement de l'inévitabilité d'une solution militaire, bien que tout le monde comprenne parfaitement les répercussions catastrophiques que pourrait avoir une telle aventure. Alors que les conditions du dialogue commencent à être réunies, on ne constate dans la plupart des cas que des actions provocatrices sous la forme de manœuvres militaires de plus en plus importantes autour de la Corée du Nord, qui ne font que provoquer une nouvelle montée des tensions », a déclaré Sergueï Lavrov.

Après la publication du « résumé des coprésidents » de la réunion de Vancouver, la Chine a réitéré ses objections à une telle réunion. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lu Kang, a déclaré lors de sa conférence de presse du 17 janvier : « Nous savons tous que le soi-disant Commandement des Nations unies, en tant que produit de l'ère de la guerre froide, a perdu depuis longtemps sa pertinence. En tant qu'initiateurs de la réunion, les États-Unis et le Canada ont coorganisé la réunion sous la bannière du soi-disant Commandement des Nations unies des pays expéditeurs. Cela montre leur mode de pensée hérité de la guerre froide qui portera atteinte aux efforts conjoints visant à rechercher une résolution appropriée à la question nucléaire de la péninsule coréenne et créera des divisions au sein de la communauté internationale. Quand de grands acteurs autour de la question de la péninsule coréenne ne sont pas présents, une telle réunion ne contribue pas à résoudre correctement la question, comme elle doit être abordée et sera abordée principalement dans le cadre des pourparlers à six et du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est pourquoi, dès le début, la légalité et la représentativité de cette réunion sont largement remises en question par la communauté internationale. »

Dans une déclaration du 17 janvier, le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que « les résultats de la réunion du 16 janvier à Vancouver, soulignés dans le résumé des coprésidents, les États-Unis et le Canada, viennent confirmer nos doutes quant à l'utilité de cet événement » et que « malheureusement, nous devons déclarer que de tels événements qui sont menés à la hâte et qui ont un effet négatif sur le fonctionnement de cadres multilatéraux éprouvés, ne contribuent pas à la normalisation de la situation autour de la péninsule coréenne, mais, au contraire, l'aggravent. »

*(Xinhua, TASS)*

---

## **Déclaration finale du Forum des femmes de Vancouver sur la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne**

Le Sommet de Vancouver sur la Corée a raté une occasion critique pour la paix. Au lieu de soutenir la réduction des tensions dans la péninsule coréenne qui a commencé avec le dialogue intercoréen et la trêve olympique, les ministres des Affaires étrangères ont choisi d'isoler davantage et de menacer la Corée du Nord.

Nous avons exhorté les ministres des Affaires étrangères à préparer la table pour le dialogue avec



la Corée du Nord. Au lieu de cela, ils ont choisi d'obstruer le chemin de la paix posé par la Corée du Nord et la Corée du sud.

L'approche de « pression maximale » menée par les États-Unis a complètement échoué à mettre fin au programme nucléaire et de missiles de la Corée du Nord. Soixante-dix ans de sanctions et d'isolement de la Corée du Nord n'ont fait que renforcer la détermination de la RPDC à développer son arsenal nucléaire.

Une campagne de pression maximale n'est pas une diplomatie qui mènera à la paix. Les sanctions accrues causent du tort aux gens ordinaires.

Le fait que le secrétaire Tillerson dépeigne aujourd'hui les vols commerciaux comme des cibles potentielles des essais de missiles nord-coréens rappelle la présentation à l'ONU de Colin Powell sur les « prétendues » armes de destruction massive de l'Irak. Cet effort provocateur pour diaboliser la Corée du Nord justifie des mesures encore plus extrêmes contre la RPDC, comme un blocus naval, et sera considéré par les Nord-Coréens comme une action guerrière.

Nous sommes profondément déçues par les ministres des Affaires étrangères qui représentent des pays engagés dans la diplomatie pacifique et les politiques étrangères féministes. À une époque de grande instabilité mondiale, nous nous sommes tournées vers eux à la recherche d'une direction pour une paix et une sécurité mondiale véritables.

Nous sommes résolus à lancer une campagne mondiale pour contester les sanctions qui, selon nous, ont des effets cruels et punitifs sur les Nord-Coréens ordinaires, renforcer nos mouvements féministes pour la paix afin de défier la guerre et travailler à la résolution officielle de la guerre de Corée.

Notre engagement pour la paix est inébranlable.

*(16 janvier 2018)*

---

## **La délégation coréenne participera aux Jeux olympiques d'hiver sous le drapeau de l'unification**

Le 20 janvier, le Comité international olympique (CIO) a officiellement accepté la demande des Comités olympiques de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et de la



**La République populaire démocratique de Corée et la République de Corée ont participé aux Olympiques de Sydney (2000) sous le drapeau de l'unification pour la première fois.**

République de Corée (RC) pour que les athlètes coréens défilent sous le drapeau de l'unification coréenne lors des

cérémonies d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver 2018 à PyeongChang le 9 février. La délégation commune des athlètes de la Corée qui défilera lors des cérémonies portera un uniforme spécial arborant le drapeau de l'unification. La Corée aura également une équipe unifiée de hockey féminin, que les deux comités nationaux olympiques ont créée pour la première fois de leur histoire.

Dans le cadre de la « Déclaration olympique sur la péninsule coréenne », le Comité international olympique a accordé des accréditations au Comité national olympique de la RPDC pour 22 athlètes dans trois sports et cinq disciplines. La RPDC sera en compétition dans les disciplines suivantes : patinage artistique, patinage de vitesse sur piste courte, ski de fond et ski alpin. Les skieurs du nord et du sud s'entraîneront également ensemble.

Le CIO a également accordé une accréditation à 24 officiels et 21 représentants des médias de la RPDC. Les athlètes arriveront en Corée du sud et rejoindront le village olympique au plus tard le 1er février.

La déclaration indique également que toutes les parties saluent les initiatives culturelles, sportives et autres de la RPDC et de la République de Corée qui auront lieu en marge des Jeux olympiques.

Dans la conclusion de la Déclaration, il est indiqué : « L'esprit olympique est marqué par le respect, le dialogue et la compréhension. Les Jeux olympiques d'hiver de 2018 à PyeongChang ouvrent la voie, nous l'espérons, à un avenir plus radieux pour la péninsule coréenne et invitent le monde à se rassembler dans une célébration d'espoir.

« En cela, les Jeux olympiques nous montrent ce à quoi le monde pourrait ressembler si nous étions tous guidés par l'esprit olympique de respect et de compréhension. Tel est le message olympique que PyeongChang s'apprête à transmettre au monde. »

La RPDC enverra également une délégation et des athlètes aux Jeux paralympiques qui suivent les Jeux olympiques.

L'accord entre la RPDC et la RC répond aux aspirations de réunification des Coréens et constitue une contribution à la paix.

---

## Premier anniversaire de l'administration Trump

# La fermeture du gouvernement illustre le besoin de nouveaux arrangements

- *Voice of Revolution* -

Le Sénat américain n'a pas réussi à débloquer les fonds pour maintenir les opérations du gouvernement des États-Unis. La fermeture du gouvernement débute à minuit une minute le samedi 20 janvier. Elle a un effet direct immédiat sur les employés fédéraux du gouvernement, tels que les travailleurs de la santé ou les premiers intervenants, qui doivent travailler pendant la fin de semaine sans être payés. Si la situation persiste, des centaines de milliers d'employés fédéraux vont être mis à pied ou forcés de travailler sans être payés. La sécurité sociale, Medicare et Medicaid vont aussi être affectés, et il en sera de même des diverses agences fédérales, certaines plus que d'autres.

Le peuple américain considère la fermeture du gouvernement comme un sujet de sérieuse préoccupation mais le président Trump la considère comme un « cadeau ». Lui-même et d'autres, comme le sénateur Schumer de New York, voient cette fermeture comme un outil de négociation, une façon d'avantager des intérêts privés particuliers. Schumer prétend défendre les jeunes sans papier qui sont arrivés aux États-Unis en très bas âge. C'est lui cependant qui a réclamé une loi de l'immigration qui comprend une carte d'identité biométrique pour tous les travailleurs qui ont besoin d'une vérification de sécurité du FBI et du département de la Sécurité intérieure. Il s'agit là d'un moyen de contrôler et d'enrégimenter davantage la main-d'oeuvre, en donnant une carte d'identité à certains et pas à d'autres et peut-être en les dirigeant vers des camps de travail esclavagiste. Il essaie de se présenter comme un champion des immigrants pour, entre autres choses, mettre de l'avant une telle loi. Il faut y porter une attention parce que ces différentes forces ne travaillent pas du tout dans l'intérêt du peuple.

En même temps, alors que les factions rivales prétendent se soucier du public, le fait qu'elles sont toutes prêtes à fermer le gouvernement démontre que pour elles l'intérêt et le bien public peuvent très bien être sacrifiés. Les employés fédéraux et les personnes qui dépendent des services fédéraux ne comptent pas dans la rivalité des factions dominantes pour la défense des intérêts privés qu'elles représentent chacune, que ce soit le financement de la construction du mur frontalier, les cartes d'identification biométrique ou davantage d'armements et de centres de détention. La lutte qui existe entre ces différences forces a atteint un niveau tel que Trump est intervenu et a dit qu'il était à la fois pour et contre les mêmes propositions. Il semble que son objectif principal était de réaliser cette fermeture, ce « cadeau » comme il le dit, afin de discréditer le Congrès encore plus tout en se positionnant pour être en mesure de manoeuvrer à son avantage. On verra bien si cela se produira car pour tant de gens partout aux États-Unis, c'est le gouvernement dans son ensemble qui est discrédité et dysfonctionnel, ce qui montre le besoin criant de nouveaux arrangements, d'une nouvelle façon de s'organiser qui bénéficie au peuple.

Cette préoccupation au sujet du dysfonctionnement a été soulignée par le fait que trois mesures budgétaires « de dépannage » à court terme ont déjà été adoptées. Le Congrès n'a pas été capable d'adopter un budget, alors que c'est l'une de ses principales responsabilités, pour l'année fiscale 2018 qui a débuté en octobre 2017. Les mesures de dépannage fournissent des fonds pour une période de temps très limitée. La mesure actuelle qui a été adoptée à la Chambre et a débloqué un financement pour un autre mois, n'a pas été adoptée par le Sénat. Le Sénat a besoin

de 60 votes pour mettre fin au débat et il n'a pas été capable de les obtenir.

Obtenir plus de temps ne réglera pas le problème. Même si une nouvelle mesure de dépannage est adoptée cette fin de semaine, cela ne vas pas surmonter le dysfonctionnement. Le dysfonctionnement du gouvernement reflète le fait que la politique a été détruite et que les deux partis des riches ne fonctionnent plus comme des partis politiques mais comme des cartels, comme des gangsters qui collaborent et en même temps rivalisent entre eux. Trump est à la tête d'un gouvernement de pouvoirs de police qui agit en toute impunité contre le peuple sans se soucier de sa légitimité. C'est un gouvernement dans lequel la primauté du droit a été éliminée, ce qui fait que les organismes législatifs comme le Congrès sont eux aussi essentiellement éliminés. Le budget est une responsabilité clé qui demeure, et le fait que le Congrès ne soit pas capable d'adopter un budget alimente le concept que le président devrait gouverner tout seul.

La distribution des blâmes à laquelle on assiste est une façon de détourner l'attention de cette réalité. C'est une façon de mobiliser ceux qui se préoccupent des droits des peuples au pays et à l'étranger dans les rivalités entre les cartels. En fait, dans ce contexte où les institutions ne fonctionnent plus, il faut concentrer notre attention à développer de nouvelles institutions qui servent le peuple et garantissent ses droits. Une nouvelle structure, une nouvelle constitution, de nouvelles formes de gouvernance sont à l'ordre du jour.

*(Voice of Revolution est une publication de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis - 19 janvier 2018. Traduit de l'anglais par LML)*

---

## **Les menaces de Trump d'utiliser les armes nucléaires**

**- *Voice of Revolution* -**

Avant de devenir président des États-Unis, Donald Trump a fait campagne contre la guerre, mais le premier anniversaire de son inauguration est marqué par la menace ouverte et répétée d'utiliser des armes nucléaires contre la Corée, par une présence militaire sans fin en Syrie où les États-Unis ont déjà environ 2000 troupes en place et par une guerre continue contre l'Irak, l'Afghanistan et le Yémen. La guerre des drones qui a déjà pris des proportions importantes sous Obama a été intensifiée sous Trump, ce qui entraîne beaucoup plus de bombardements dans des dizaines de pays.

Les guerres qui sont menées ne le sont pas à des fins politiques mais plutôt pour la destruction des forces productives humaines. Et parce que ce sont des guerres de destruction, la politique de négociation de traités de paix est absente. Pour les États-Unis, tout ce qui ne peut être contrôlé doit être détruit. En fait, les armes nucléaires sont conçues uniquement à cette fin.

On dit que les menaces de Trump d'utiliser des armes nucléaires sont différentes de celles des anciens présidents. En réalité, cette menace et ce recours au chantage nucléaire ont été utilisés par les présidents américains depuis le moment où les armes nucléaires ont été développées. Truman a non seulement utilisé des armes nucléaires contre le Japon mais aussi comme moyen de terroriser le monde. Lorsqu'on lui a demandé lors d'une conférence de presse en novembre 1950, durant la guerre menée par les États-Unis contre la Corée, si des armes nucléaires seraient utilisées, il a dit que toutes les armes pourraient l'être. C'est la phrase répétée par les présidents depuis, y compris par George W. Bush, Obama et maintenant Trump.

Le Pentagone a développé à plusieurs reprises des plans pour utiliser des armes nucléaires contre la Corée, le Vietnam, Cuba, etc. La principale différence avec les plans de Trump est qu'il ne s'en cache pas. En plus, lors des exercices de guerre contre la Corée, il est ouvertement admis que des

pratiques d'attaques aux armes nucléaires sont au programme alors les États-Unis ne peuvent simplement plus nier ces plans.

Dans la situation actuelle, les États-Unis s'efforcent de présenter la Corée comme l'agresseur. On dit que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) est le fauteur de trouble alors que ce sont les États-Unis qui disposent d'un énorme arsenal nucléaire, prévoient les utiliser et ont des antécédents d'agression. Les médias monopolisés omettent systématiquement la position de la RPDC et sa pratique établie depuis longtemps qu'elle ne s'engage pas dans une agression et n'utilisera pas d'armes nucléaires à moins d'être attaquée. Face à cela, Trump a tenté à plusieurs reprises de provoquer la RPDC à ce qu'elle prenne action la première, afin de justifier l'agression américaine. C'est un jeu dangereux de la corde raide auquel les Coréens et les peuples du monde s'opposent massivement.

À l'occasion du premier anniversaire de l'administration Trump, l'intensification de l'opposition au danger croissant de guerre est une des principales préoccupations de beaucoup de gens. Ce sont les peuples des États-Unis et du monde qui sont décisifs dans la lutte pour mettre un frein aux préparatifs de guerre et garantir la paix. La tenue récente d'une conférence visant à renforcer les efforts conjoints, ici et à l'étranger, pour fermer toutes les bases étrangères américaines et ramener les troupes au pays démontre que le peuple américain ne fait qu'un avec les peuples du monde contre l'agression et les guerres des États-Unis. L'appel pour une nouvelle direction pour le pays, pour un gouvernement antiguerre et une économie de paix, est entendu. A l'occasion de cette première année de l'administration Trump, de nombreuses actions ont lieu partout au pays pour mettre de l'avant les justes revendications du peuple contre la guerre et pour les droits, à l'étranger et au pays.

*(19 janvier 2018. Traduire de l'anglais par LML)*

## **La lutte du peuple brésilien contre le coup d'État constitutionnel Lula a le droit d'être candidat à la présidence**



**Rassemblement « à la défense de la démocratie et de Lula », Rio de Janeiro, le 16 janvier 2018**

En juillet de l'an dernier, Luiz Inacio « Lula » da Silva, qui a été président du Brésil de 2003

à 2010, a été condamné à neuf ans et six mois de prison après avoir été déclaré coupable, sans aucune preuve, d'avoir soi-disant reçu en cadeau un appartement de l'entreprise de construction brésilienne OAS pour l'avoir aidée à obtenir des contrats de l'entreprise pétrolière d'État Petrobras. Lula a immédiatement porté sa sentence en appel, dont l'audience a été fixée au 24 janvier par le 4e Tribunal d'appel fédéral régional de Porto Alegre dans l'État de Rio Grande do Sul.

Il est largement accepté que ces accusations et les autres accusations de « corruption » et les enquêtes auxquelles Lula a été soumis depuis plus de trois ans font partie d'une tentative de coup judiciaire menée par les mêmes forces qui ont destitué la présidente Dilma Rousseff en 2016 au moyen d'un coup parlementaire et qui l'ont remplacée par le président actuel non élu Michel Temer. Ces mêmes forces putschistes ont l'intention d'empêcher Lula de se présenter à la présidence en 2018 alors qu'il entend se présenter comme candidat du Parti des travailleurs (PT). Cela explique les efforts qui sont faits pour maintenir la condamnation afin d'empêcher Lula de se présenter à l'élection qui doit se tenir en octobre.

### **Journées mondiales de solidarité avec Lula**

La lutte pour faire échouer les tentatives de ces forces putschistes d'empêcher Lula de se représenter à la présidence bat son plein alors que la date des audiences approche.

Des caravanes venues de partout au Brésil et des délégations internationales vont converger à Porto Alegre du 22 au 24 janvier pour tenir un programme d'activités organisé par le Front populaire du Brésil, lequel est composé de partis politiques, de syndicats et de mouvements populaires pour appuyer le droit de Lula de se porter candidat. Les organisateurs rapportent que 225 caravanes provenant de différents États du Brésil vont y participer aux côtés d'autres groupes qui y viennent de leur propre initiative.

Dans un communiqué, le département de Relations internationales du PT indique que le programme comprendra des conférences, des vigiles, des débats et des interventions de différentes sortes à Porto Alegre pendant ces Journées de solidarité. Une marche pour la démocratie va se tenir en soirée la veille du procès de Lula et il y aura une vigile devant le palais de justice à partir de 8 heures le mardi 24 janvier. Il y aura aussi des actions et des vigiles devant les palais de justice fédéraux de tous les États de même que des manifestations à l'échelle internationale. Des partis politiques et des personnalités de plusieurs pays du monde ont envoyé des messages de solidarité et d'appui au droit de Lula de se porter candidat. L'invitation est lancée d'envoyer d'autres messages et les gens sont invités à participer dans une campagne internationale sur les médias sociaux.[1]



**Rassemblement en appui à Lula, à Brasilia, le 18 janvier 2018**

Le PT rapporte également que plus de 2 000 comités populaires ont été formés partout au Brésil ces dernières années dans le cadre d'un vaste réseau qui a pris en main de rendre publics les abus qui se produisent dans le système judiciaire, la guerre juridique, les médias qui se sont mis au service de la persécution et la politique qui est promue depuis des années contre Lula et la gauche brésilienne.

Le PT mentionne qu'en défendant le droit de Lula de se porter candidat, l'objectif est de faire en

sorte que le coup ne soit pas consolidé et que le pays puisse reprendre le chemin du développement économique et social qui a été interrompu en 2016. Comme les médias de masse au Brésil sont entièrement partisans, le PT souligne à quel point il est fondamental que la vérité sur la persécution politique du président Lula par le biais de procédures judiciaires soit dévoilée à l'étranger afin que le blocus exercé par des médias de masse brésiliens soit brisé. Selon le PT, cela a joué un rôle fondamental lors du procès de destitution de Dilma pour le dévoilement du vrai visage de ce qui a été un coup parlementaire, judiciaire et médiatique contre elle.



**Des résidents d'Altamira forment un comité populaire pour la Défense de la démocratie et de Lula, le 18 janvier 2018. Des comités similaires sont mis sur pied partout au Brésil.**

## Note

1. Les 22 et 24 janvier, entre midi et 14 heures (heure de Brasilia), des messages d'appui seront affichés avec les mots-clics : #EleicaoSemLulaEFraude #JusticaPorLula #CadeAProva #JusticeForLula

- Affichez des vidéos en appui à Lula. Veuillez envoyer des vidéos (pas plus de 30 secondes) qui comprennent : nom, organisation, pays, l'importance pour le continent et les peuples du monde de défendre Lula et la démocratie et un appel à participer et à populariser la campagne « Une élection sans Lula est une fraude ». Envoyer ces vidéos à [sri@pt.org.br](mailto:sri@pt.org.br)

- Prenez des photos qui montrent des affiches à la défense de Lula et de la démocratie au Brésil et affichez-les sur vos réseaux. Voici quelques suggestions :

- À la défense de la démocratie et de Lula -- À la défense du droit de Lula de se porter candidat - Poursuivre Lula c'est s'attaquer à l'État de droit -- Le crime de Lula : avoir sorti 36 millions de personnes de la pauvreté - Défendre Lula c'est défendre la démocratie - Justice pour Lula

Veuillez vous identifier lorsque vous envoyez votre photo : nom, organisation et pays.

Entrez un ou plusieurs mots-clics :

#EleicaoSemLulaEFraude

#JusticaPorLula

#CadeAProva

#JusticeForLula

- Faites la promotion d'actions et d'activités devant les ambassades ou les consulats brésiliens au sujet de la justice comme instrument de persécution politique et de la défense de Lula. Envoyez un rapport ou des photos de ces activités à [sri@pt.org.br](mailto:sri@pt.org.br)

Les mobilisations se font par le biais des comptes suivants. Nous vous invitons à les utiliser :

Twitter : @ptbrasil and @lulapelobrasil Instagram : @pt13\_oficial and @luizinacioluladasilvaoficial Facebook : @pt.brasil and @Lula

(Photos : CUCA da UNE, Front populaire du Brésil)



---

## À la défense de Lula

### - Déclaration des députés et sénateurs du Parti des travailleurs du Brésil (extraits), le 9 janvier 2018 -

Le président Lula est soumis à une persécution judiciaire sans précédent dans l'histoire du Brésil. Cette persécution a un objectif clair : empêcher Lula d'être réélu pour réaliser une nouvelle fois les gains économiques, politiques et sociaux dont le peuple brésilien a besoin pour s'affirmer, toujours plus fier et souverain.

Un avertissement est de mise : il n'y a aucune preuve d'un acte répréhensible commis par Lula dans ces poursuites. Et il n'y a aucune preuve parce qu'il n'y a pas eu d'acte répréhensible ! En attendant, la preuve de son innocence est ignorée et rejetée.

Au cours de toutes ces années, personne n'a fait l'objet d'une enquête aussi approfondie. Personne n'a eu sa vie aussi complètement étalée et fouillée que Lula. Pourtant, ils n'ont rien pu trouver. Pas de compte bancaire à l'étranger, pas d'avoirs cachés. Rien de plus que des condamnations partisans, des théories non fondées, des hypothèses arbitraires et une intense rivalité politique comme justification et base des poursuites judiciaires contre lui.

Au moment où, au Brésil, des politiciens conservateurs sont acquittés et rescapés, et des criminels libérés pour aller dépenser leurs millions à l'étranger malgré des preuves réelles compromettantes, condamner Lula, le dirigeant le plus populaire de notre histoire, sans un brin de preuve, revient à porter un coup mortel à la justice et à la démocratie du Brésil.



**Le 13 janvier 2018, la bannière suspendue à l'extérieur des bureaux de la Direction nationale du Parti des travailleurs sur laquelle on peut lire: « Les élections sans Lula sont une fraude! »**

Il est inacceptable que le système de justice poursuive une action manifestement politique pour condamner une personne innocente avec l'intention manifeste de s'ingérer dans la sphère électorale pour empêcher Lula de se porter candidat. Par cette conduite délibérée, pleine d'intérêts partiels en dehors de la légalité, et motivée par d'innombrables violations des droits et des garanties enchâssés dans l'ordre juridique de la primauté démocratique du droit, Lula est soumis à des procès dans lesquels il est accusé de contrevenir au système constitutionnel brésilien et aux traités internationaux des droits humains. En condamnant Lula, ils condamnent la démocratie et

tendent de subjuguer la volonté du peuple.

Tant d'arbitraire a été infligé à Lula tout au long de ces enquêtes et procès tortueux qu'il suffit de mentionner l'opération illégale et honteuse qui l'a placé en détention en mars 2016 ou la présentation PowerPoint ridicule rendue publique, criblée de suppositions, de montages photographiques dans le but évident d'embarrasser l'ancien président et de le soumettre à l'humiliation publique, une infraction évidente aux principes fondamentaux de la dignité de la personne humaine.

Un autre fait extrêmement sérieux est la fuite organisée par un juge de conversations enregistrées entre l'ancien président Lula et la présidente de l'époque Dilma Rousseff, dont l'illégalité a finalement été reconnue par la Cour suprême fédérale (CSF) du Brésil, à qui il incombe de protéger la Constitution. Jusqu'à présent, la décision de la CSF n'a cependant pas conduit à la punition ou à la révocation du juge incriminé qui démontre qu'il n'a pas l'impartialité nécessaire pour juger le président Lula.

De plus, parmi d'autres manifestations de la persécution à laquelle Lula est soumise, il y a la décision arbitraire d'un autre juge qui interdit, sans raison plausible, les activités de l'Institut Lula, sans qu'il y ait même un acte d'accusation déposé par le bureau du procureur public, dans le simple but de le mettre sur la place publique et de l'humilier. La décision était si scandaleuse qu'elle a été rapidement renversée par un tribunal supérieur. Pourtant, c'est révélateur des différentes mesures prises par une partie du pouvoir judiciaire contre l'ancien président Lula dans le seul but de l'embarrasser.

La soi-disant « loi criminelle de l'ennemi », la politique légale d'identification préalable et de criminalisation d'une personne, indépendamment de et avant même que l'existence d'un crime ne soit établie, a été adoptée contre Lula. Selon les termes du célèbre avocat italien Luigi Ferrajoli dans une analyse publique prononcée le 4 avril dernier au Parlement de Rome, lorsqu'il s'agit de Lula, ils agissent comme des « arbitres qui ne veulent pas perdre le match ». Tout le monde au Brésil sait que la persécution judiciaire contre Lula - en réalité une guerre juridique - a fait partie de l'agenda politique du coup d'État brésilien bien avant qu'une action en justice ne soit engagée.

Il est impératif de comprendre que les poursuites contre l'ancien président Lula sont menées par des procureurs et des juges qui ont fait un choix clairement idéologique et partisan, exprimé publiquement sur les réseaux sociaux. Ces procureurs et juges se sont alliés aux médias conservateurs, dominés par une petite oligarchie de familles puissantes, dans le but politique de persécuter et d'humilier l'ancien président Lula et la gauche brésilienne dans son ensemble. Pour cette raison, ces procureurs et juges ont adopté la tactique criminelle de produire des fuites sélectives des enquêtes - un affront évident à la loi brésilienne - pour disséminer leurs théories absurdes selon lesquelles Lula était le « commandant » d'un vaste programme de corruption. Cette tactique sale, typique des régimes autoritaires, vise à le condamner publiquement, sans tenir compte de la procédure selon les règles et du principe de la présomption d'innocence.

C'est également pour cette raison que cette branche de la justice brésilienne a adopté la tactique d'utiliser abusivement la détention préventive comme une forme de torture psychologique pour forcer ceux qui veulent faire de la négociation de plaidoyer à témoigner contre l'ancien président, ce qui n'est pas seulement un affront à la Constitution, mais aussi aux traités internationaux relatifs aux droits humains. Tout le monde sait qu'au Brésil, les chances qu'un accusé soit libéré ou que sa peine soit réduite augmentent de façon exponentielle s'il accuse Lula.

Il y a donc une sélectivité politique évidente de la part du système judiciaire brésilien. Alors que les politiciens qui ont des liens avec les oligarchies traditionnelles du Brésil sont protégés ou libérés, même en présence de preuves évidentes comme des enregistrements et des valises pleines de liquidités illégales, Lula est condamné en l'absence de toute preuve.



**Le front populaire du Brésil lance l'appel aux autorités judiciaires de cesser le coup contre Lula, lors d'un rassemblement à Aracaju, le 16 janvier 2018.**

[...] La cour d'appel qui doit examiner l'affaire Lula, la 4e Cour régionale fédérale (CRF/4<sup>a</sup>), va tenir le procès de Lula le 24 janvier 2018, soit à une vitesse record dans l'histoire du Brésil. Ce procès se déroule selon un échéancier réduit de moitié pour ce qui est du temps nécessaire pour organiser les procès les plus rapides jamais tenus devant cette cour. Il convient de noter que Carlos Eduardo Thompson Flores Lenz, président de la CRF/4<sup>a</sup>, a déclaré avant même que l'affaire n'arrive devant son tribunal, que la décision rendue par le juge Sérgio Moro qui a condamné l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva à neuf ans et demi de prison dans la cause du triplex Guarujá (SP), était « techniquement irréprochable ». Il s'agit donc de jouer aux cartes avec un jeu de cartes truquées où le but politique est d'empêcher la candidature d'un grand dirigeant populaire.

[...]

Même la requête des procureurs reconnaît qu'il n'y a aucune preuve substantielle contre l'ancien président, mis à part la déposition d'un négociateur qui a été condamné à 2 ans de prison et qui savait qu'il pourrait être libéré ou voir sa peine écourtée s'il accusait Lula, comme cela devient coutumier dans les procès qui impliquent des juges et des procureurs qui, en règle générale, agissent d'une manière clairement sélective et partisane et simplement sur la base de conjectures et d'hypothèses probabilistes échauffées arbitrairement. Selon la loi brésilienne, les négociations de plaidoyer de culpabilité sont invalides en l'absence de preuves matérielles.

Pourtant, compte tenu du paradoxe qui prévaut dans ces procès kafkaïens contre des dirigeants populaires, l'absence de preuves devient une preuve de culpabilité.

[...]

Dans le cas particulier de la condamnation de Lula, il faut ajouter que non seulement il n'y avait aucune preuve de sa culpabilité, mais qu'il y avait des preuves évidentes de son innocence, comme le fait que Lula n'a jamais profité de l'appartement que, selon les allégations farfelues contenues dans l'acte d'accusation, il avait reçu comme « pot-de-vin », et dont l'entreprise de construction était toujours le propriétaire. Ce serait le seul cas d'une propriété métaphysique d'un actif physique. Néanmoins, la preuve matérielle de son innocence a été ignorée dans le procès purement politique auquel l'ancien président a été soumis.

[...]

Lula représente tout ce que l'oligarchie réactionnaire et antidémocratique déteste le plus, car sa lutte personnelle est étroitement liée à la lutte collective du peuple brésilien et des nombreux peuples opprimés dans le monde.

Lula est véritablement une création du peuple brésilien. Il est leur visage et leur cœur. Lula vit dans le fils du maçon qui est devenu docteur. Il vit dans la mère qui peut se permettre de nourrir ses enfants aujourd'hui, dans les eaux qui irriguent aujourd'hui l'arrière-pays semi-aride du nord-est. Il est la lumière pour ceux qui, au XXI<sup>e</sup> siècle, ont vécu dans l'obscurité, sans électricité. Lula c'est le MERCOSUR, l'UNASUR, la CELAC, le BRICS. Lula c'est le G-20, les objectifs de développement durable (ODD) et des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations unies. Lula c'est la solidarité avec l'Afrique. L'exemple de Lula se retrouve dans tous les programmes internationaux conçus pour combattre la faim et la pauvreté.

Lula est l'espoir de la réconciliation pour le Brésil. Seules des élections directes avec la participation de Lula pourront surmonter la crise politique, économique et institutionnelle extrêmement grave du pays. Incarcérer Lula signifie maintenir le Brésil dans une crise insoluble. Cela signifiera une aggravation de l'état de conflit qui emprisonne le pays.

Et Lula est aussi un symbole dans un monde en manque de leaders mondiaux vraiment engagés à lutter contre les écarts entre les pays de cette planète. Lula incarne le rêve d'égalité et d'espoir d'un monde moins asymétrique. Un monde orienté vers la satisfaction des besoins du peuple, non dédié au maintien des privilèges de quelques-uns qui contrôlent les finances à l'échelle mondiale.

Ce rêve ne peut pas être emprisonné, cet espoir ne peut pas être incarcéré.

Nous réagirons, nous nous défendrons. Maintenant, plus que jamais, nous allons consacrer notre force à faire acquitter Lula. Dans chaque sphère de la vie et dans chaque tribunal, au Brésil et à l'étranger, nous dénoncerons cette injustice scandaleuse. Ce nouveau coup contre la démocratie brésilienne. Nous déclarerons que, sans Lula, le seul dirigeant capable de s'opposer à l'ordre du jour destructeur du coup d'État en cours, la prochaine élection présidentielle brésilienne sera une grande fraude. Sans Lula, il n'y aura pas de démocratie au Brésil. Sans Lula, les espoirs d'un monde meilleur s'amenuisent.

Nous sommes certains de la victoire. Nous sommes -- avec Lula et le peuple -- du bon côté de l'Histoire !

*(Photos : Brazil Popular Front, PT)*

---

## **Manifeste et pétition: Une élection sans Lula serait frauduleuse**

**- Projecto Brasil Nação -**

La tentative de fixer au 24 janvier, soit en un temps record, la date du jugement en appel du procès de Lula n'a rien de légal. Il s'agit d'un pur acte de persécution politique du leader le plus populaire du pays. Le recours à ce moyen vicié, intervenir dans le processus électoral, a lieu car le coup qu'a constitué la destitution de Dilma Rousseff n'a pas produit un régime politique de stabilité conservatrice sur le long terme.

La stratégie actuellement, après avoir éloigné Dilma de la présidence de la République, est de démolir le Code du travail, menacer la sécurité sociale, privatiser la Petrobras, Electrobras et les banques publiques, et abandonner une politique extérieure digne et active.



Lula reçoit l'appui d'artistes et d'intellectuels brésiliens, Sao Paulo, le 18 janvier 2018

La réforme du Code du travail et le plafond des dépenses publiques n'ont pas attiré les investissements étrangers promis, qui auraient pu soutenir, en 2018, la campagne électorale d'un gouvernement aligné au néolibéralisme. Devant l'impopularité des politiques menées, ces secteurs n'ont pour l'instant pas réussi à construire une candidature viable à la présidence de la République.

Lula monte dans les sondages dans tous les scénarios de premier et second tour. Il peut même gagner au premier tour. Un scénario de victoire de Lula signifierait l'échec du coup d'État et rendrait possible un nouveau cycle politique.

De ce fait, pour empêcher la candidature de Lula, tout est bon : condamnation au tribunal de Porto Alegre, institution du semi-parlementarisme ou même repousser les élections. Rien n'est écarté. Ces actions sont l'arsenal malfaisant de forces politiques qui méprisent la démocratie.

Une persécution totalement politique, qui ne sera vaincue que sur le terrain de la politique. Plus qu'un problème tactique ou électoral, la victoire ou la défaite dans ce combat aura des conséquences stratégiques à long terme.

Le Brésil est à la croisée des chemins : ou bien nous restaurons les droits sociaux et l'État démocratique de droit, ou bien nous serons vaincus et nous assisterons à l'installation définitive d'une société de capitalisme dérégulé, fondée sur la surexploitation des travailleurs. Ce type de société a besoin d'un État doté d'instruments d'exception pour réprimer les universités, les intellectuels, les travailleurs, les femmes, la jeunesse, les pauvres, les noirs. Réprimer, enfin, tous les exploités et opprimés qui se soulèveraient contre le nouveau système.

La question de la persécution de Lula ne concerne donc pas seulement le PT (Partido dos Trabalhadores) ou la gauche, mais tous les citoyens brésiliens. Comme jamais auparavant dans les combats de notre génération, ce qui est en jeu aujourd'hui est l'avenir de la démocratie.

Pour signer la pétition, cliquer [ici](#).



**Le peuple du Honduras lutte pour le droit de décider**

## **Unité et opposition courageuse à l'impunité**



**Action pour dénoncer le rôle des États-Unis dans la fraude électorale, 5 janvier 2018**

Le 27 janvier, le président hondurien Juan Orlando Hernandez doit être assermenté pour un deuxième mandat en dépit de la demande très répandue du peuple qu'il doit quitter le palais présidentiel. Les Honduriens disposent de nombreuses preuves crédibles qui renforcent leur conviction qu'Hernandez (souvent appelé simplement JOH) a « gagné » les élections présidentielles du 26 novembre uniquement parce que les résultats ont été faussés par les autorités électorales pour que Salvador Nasralla, le candidat de l'Alliance d'opposition contre la dictature, ne devienne pas président.[1]



**Tegucigalpa, 7 janvier 2018**

Dès qu'ils ont pressenti qu'il y avait eu fraude électorale, les Honduriens sont descendus dans la rue dans les villes et les villages du pays et ont envahi les médias sociaux. Ils ont dénoncé la fraude avec leur cri de ralliement « Fuera JOH ! » (JOH, dehors !). En guise de représailles, Hernandez a décrété l'état d'exception, suspendu les droits constitutionnels, imposé un couvre-feu du crépuscule à l'aube et autorisé les forces militaires et policières à avoir recours à la force contre les protestataires. Depuis ce temps-là, les forces populaires n'ont cessé d'être attaquées violemment avec impunité.

En un mois, plus de trente personnes ont été tuées, plusieurs par des forces militaires et policières entraînées par les États-Unis. Le 16 janvier, le coordonnateur de l'Alliance d'opposition, l'ancien président Manuel Zelaya, a annoncé à la télévision que 45 personnes avaient été tuées et qu'un nombre encore plus grand de personnes avaient été blessées ou arrêtées sous de fausses accusations, des jeunes pour la plupart.

Malgré cela, ni la terreur d'État, ni les pressions exercées contre les forces populaires par

d'autres moyens, comme la tentative des États-Unis et du Canada de les diviser par leur reconnaissance immédiate d'un président que les Honduriens rejettent, n'ont refroidi leur esprit. Les gens continuent de manifester dans les rues pour exiger la fin de la négation de la volonté populaire, la fin des assassinats, de la violence et de l'incarcération de prisonniers politiques par l'État. Une grève nationale d'une semaine a été appelée dès le 20 janvier. Des actions de masse quotidiennes et des blocus de rue sont prévus, devant le Congrès national et à l'aéroport de Tegucigalpa et, le 27 janvier, autour du stade national de Tegucigalpa où Hernandez doit être assermenté. En plus, l'Alliance d'opposition a appelé Hernandez et son parti national à participer à un dialogue de médiation internationale afin de trouver des façons de sortir de la crise. Elle demande que cela comprenne une discussion sur la tenue d'une analyse judiciaire des résultats de l'élection et ou bien une deuxième ronde entre Nasralla et Hernandez ou une nouvelle élection.

L'opposition demande aussi la tenue d'une assemblée constituante pour reconstituer l'État et ses institutions sur la base de la primauté du droit et non de l'arbitraire et de la dictature.



**Pedro San Sula, 6 janvier 2018**

S'il n'est pas possible d'en arriver à une entente et qu'Hernandez entre en fonction pour un deuxième mandat — un acte qui n'est pas autorisé par la constitution, mais qu'un Tribunal constitutionnel accommodant a néanmoins autorisé -, les forces de l'opposition s'engagent à poursuivre la résistance et continuer de lutter pour leurs demandes. En entrevue à UNE TV le 16 janvier, Manuel Zelaya a dit que selon la constitution du pays, personne ne doit obéissance à un gouvernement usurpateur et que le peuple a le droit de se rebeller contre un gouvernement qui s'est lui-même rendu illégitime en usurpant la souveraineté du peuple.

## **Les États-Unis et le Canada mettent leur poids dans la balance**

Le 17 décembre, soit trois semaines après l'élection et avec la bénédiction de l'ambassadeur des États-Unis, le Tribunal électoral suprême a annoncé sa décision que Hernandez avait remporté l'élection. Même l'Organisation des États américains, connue comme un instrument des intérêts des États-Unis dans la région, a dit qu'elle ne peut pas se porter garante des résultats compte tenu des nombreuses irrégularités et invraisemblances et elle a recommandé la tenue d'une nouvelle élection.

Le Canada a été un des seuls pays à se précipiter pour suivre l'exemple des États-Unis et a affiché sur le tweet d'Affaires mondiales qu'il « reconnaissait la confirmation de Juan Orlando Hernandez en tant que président du Honduras ». Il l'a fait presque au même moment que le département d'État américain publiait sa déclaration dans laquelle il félicitait Hernandez. Comme si Hernandez et son gouvernement n'étaient pas responsables du déploiement de la terreur d'État pour forcer le peuple au silence et écraser sa résistance, le Canada a tweeté qu'il demandait au gouvernement du Honduras de « protéger les droits humains et de veiller à ce que les responsables de violations rendent des comptes ».

Que ce soit au Honduras où en 2009 un coup d'État appuyé par les États-Unis a fait tomber le président Manuel Zelaya et où le Canada cherchait à maintenir au pouvoir un gouvernement imposé au peuple contre sa volonté, ou au Venezuela, où il intervient activement pour tenter de renverser un gouvernement démocratiquement élu, l'objectif est le même : la négation de la volonté du peuple et la violation de ses droits souverains. En ce sens, le Honduras et le Venezuela sont deux fronts d'une lutte unique des peuples pour affirmer leur souveraineté et leur droit de décider de leurs affaires, sans ingérence étrangère, qu'elle soit exercée par la force ou par l'« aide » de sauveurs condescendants.

*LML* appelle les Canadiens à appuyer les actions de masse et les autres initiatives du peuple hondurien en ce moment pour affirmer ses droits et dire clairement que le gouvernement canadien n'agit pas et ne parle pas en leur nom, mais soutient un ordre du jour intéressé contre les intérêts et les droits humains du peuple hondurien.

### **Note**

1.« Le Canada doit cesser d'empêcher les peuples d'autres pays de décider de leur destinée », *LML*, 9 décembre 2017



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**